

# La Lettre Défense et République

## EDITORIAL

*Défense et République a décidé de passer au crible les programmes des nombreux candidats à l'élection présidentielle, afin d'analyser leurs propositions le plus objectivement possible. Cette méthode permettra de constater ce qui les différencie et de mieux dresser leurs orientations en matière de sécurité et d'avenir de notre outil de défense : Europe et coopération internationale, projection accrue des hommes et des matériels, Révolution dans les affaires militaires (RAM) et nouvelles missions des forces armées marquées entre autre par la gestion post-crise, la coopération civilo-militaire (CIMIC) éventuellement renforcée, les interactions avec les autres acteurs de la reconstruction, le renforcement de la multinationalité des forces et donc de leur interopérabilité. Finalement, il s'agit simplement de la place de la France dans le monde comme puissance. Vous pourrez en débattre sur le site <http://www.defense-et-republique.org>*

*Défense et République vous propose donc de séquencer cette analyse en commençant par les deux principaux candidats à l'élection présidentielle que sont Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy. Une première constatation s'impose cependant d'emblée et s'inscrit dans une certaine évidence, à savoir que le calendrier électoral étant ce qu'il est et la nature des candidats également, force est de constater des divergences, notamment de forme et de calendrier retenu, quant à la valorisation et l'expression de ces propositions.*

*Ce numéro de la Défense et République aborde donc quelques éléments d'appréciation sur la vision stratégique de Ségolène Royal sur la stratégie de défense. Une prochaine lettre sera consacrée aux choix de Nicolas Sarkozy en la matière. Une troisième lettre enfin tentera de dresser un panorama des propositions des autres principaux candidats (François Bayrou pour l'UDF, Marie-George Buffet pour le PCF, Corinne Lepage pour CAP 21, Philippe de Villiers pour le MPF et Dominique Voynet pour les Verts).*

*Le président*

## ETUDE DES PROGRAMMES DES CANDIDATS A L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2007

### 1<sup>ère</sup> partie : Les propositions de Ségolène Royal, (PS, MRC, PRG)

Les périodes électorales sont des moments privilégiés où les grandes thématiques sont abordées par les responsables politiques. Le contexte des élections à répétition en 2007, présidentielles en avril et mai, puis législatives en juin, offre ainsi un panorama des plus intéressants aux acteurs militaires, économiques, universitaires du secteur de la défense ainsi qu'à tous les citoyens soucieux de comprendre quels seront les choix doctrinaux et les orientations stratégiques proposés et ensuite endossés. Encore faut-il que les candidat(e)s soient convaincus et surtout au courant des contenus des programmes politiques sur lesquels de nombreux experts apportent pourtant leurs éclairages, forts de leurs expériences et de leurs analyses, souvent des plus pertinentes de la situation internationale et des menaces auxquelles les prochaines années devront nous amener à faire face.

Or, force est de constater que l'actualité immédiate ne manque pas de sujets d'inquiétudes pour le futur Chef des Armées. Bien qu'aucune troupe française ne soit en Irak, cet Etat n'en finit pas de sombrer dans un chaos qui semble communicatif et semble pouvoir embraser l'ensemble du Moyen-Orient, où par extension nous sommes concernés au premier chef, forts de notre action en Afghanistan, au Liban et dans la lutte contre le terrorisme international.

Nos forces armées sont aussi engagées lourdement dans de nombreuses opérations extérieures (Côte d'Ivoire, Tchad, République centrafricaine, Kosovo, Bosnie, Macédoine...). Les quelque 30 000 soldats agissant dans le cadre d'opérations de l'ONU, de l'OTAN, de l'UEO, de l'OSCE, ou sous bannière d'une Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD) au service de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC), toutes deux plus affirmées, attendent donc des positions claires qui permettent un engagement total et efficace au service des intérêts nationaux, éventuellement dans le cadre de la défense européenne, au moyen d'une stratégie ambitieuse.

Par ailleurs, la défense rejoint bien souvent la diplomatie et la géopolitique qui sont autant d'enjeux évoqués durant cette campagne comme en témoignent les différents dossiers en cours et sur lesquels les candidatures à la présidence devront clairement exprimer leur vision de leur future politique de sécurité extérieure :

- le nucléaire iranien et au-delà, la question de la dissuasion nucléaire,
- le processus de paix au Proche-Orient,
- la stabilité et l'accompagnement vers l'autonomisation du maintien de la paix en Afrique,

- la relance d'une relation transatlantique plus équilibrée eu égard à l'appréhension récente mais profonde pour une vision européenne autonome de la sécurité, tant du point de vue interne qu'extérieure (cf. le document sur la stratégie européenne de sécurité « *Pour une Europe sûre, dans un monde meilleur* », baptisé Document Solana présenté en décembre 2003 (téléchargement sur (téléchargement en se rendant sur le site <http://www.defense-et-republique.org/Téléchargements>).
- les ambitions prospectives françaises en Eurasie et vis-à-vis des nouveaux acteurs continentaux de la scène internationale,
- la capacité nationale à maintenir le dialogue avec les nouveaux dirigeants d'Amérique latine,
- la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (radiologique, nucléaire, chimique, biologique),
- la sécurité des approvisionnements énergétiques.

Par ailleurs, la question financière et budgétaire liée au format, à la qualification, à l'autonomie militaire et à la perspective de rechercher les innovations et construire les outils performants pour l'armée de demain est un des éléments clés de cette campagne qui a débuté sur un rythme soutenu et parfois polémique.

\*\*\*

### **La gauche socialiste, la culture de la paix et la perspective de la défense en Europe**

La candidate socialiste ne cesse de répéter que la France a perdu son crédit international. Dans le cadre de ce monde instable, elle insiste sur plusieurs valeurs qu'elle juge essentielles qui inspirent à la fois les politiques nationale et internationale. En bref, pour faire face à l'urgence, la politique étrangère doit être efficace et donc, selon elle, revêtir une réforme du fonctionnement des organisations internationales, une réforme institutionnelle trop longtemps repoussée de l'Europe, mais aussi l'intégration des valeurs qui sont celles de la France dans le fonctionnement des organisations internationales, c'est-à-dire les normes sociales et environnementales.

On pense bien sûr au « gouvernement économique mondial » pour l'ONU (englobant l'élargissement du Conseil de sécurité à de nouveaux membres permanents, sans qu'un choix sur tel ou tel Etat ait été fait), à la réforme de l'OMC et des organisations intergouvernementales (notamment celles issues du système de Brettons Wood, FMI, Banque mondiale), à la défense des droits de l'homme, de la sécurité collective, et enfin à l'exigence de la sécurité et de la lutte contre les inégalités.

Ce dernier point inscrit la candidate socialiste dans le camp de ceux qui font du concept de sécurité humaine<sup>1</sup> un cadre nouveau de stabilité et de sécurité régionale, car les conflits risquent en effet d'être de plus en plus « *exacerbés, les violences plus tenaces et celles qui vont l'être dans les années qui viennent seront dues aux inégalités du développement, à la montée de la pauvreté et à la destruction de la planète par le réchauffement climatique* » comme l'a rappelé plusieurs fois la candidate socialiste.

De ce point de vue, là où certains ont voulu circonscrire le concept aux menaces ponctuelles qui pèsent sur la sécurité des biens et des personnes et leur appréhension dans un schéma traditionnel de coercition et de solutions « curatives », d'autres préfèrent considérer que la gravité durablement ancrée au niveau planétaire mérite une réponse globale, prospective, qui dépasse très largement le calendrier et les acteurs habituels du système multilatéral, c'est le cas de la candidate, sans que son projet soit très précis sur ce sujet, contrairement à d'autres programmes sur lesquels *Défense et République* aura l'occasion de revenir ultérieurement.

Cet appel pour un ordre international « *plus juste, plus pacifié, humaniste, plus égalitaire et respectueux de la diversité et du dialogue des cultures* » comme l'écrivait Jack Lang, promu conseiller pour les affaires étrangères de la

---

<sup>1</sup> *Ndlr* : cette dernière notion, évoquée pour la première fois en 1994 dans un rapport du PNUD, s'entend comme étant la nécessaire prise en compte collective des menaces chroniques que peuvent être les famines, les pandémies, les catastrophes écologiques, l'épuisement des ressources vitales, générant par-là même des phénomènes de violence et d'instabilité démocratique.

candidate et Louis Gautier, dans une tribune récente de l'hebdomadaire Marianne, passe avant tout pour Ségolène Royal par le règlement du conflit au Moyen-Orient, eu égard aux déséquilibres du monde qui en dépendent en aval (terrorisme, immigration clandestine, criminalité organisée). Autrement dit, défendre un autre ordre mondial, c'est aussi défendre les intérêts bien compris de la France, dit-elle...

La candidate socialiste à l'élection présidentielle a, par ailleurs, défrayé il y a peu la chronique, en témoignant d'une certaine méconnaissance quant aux fondements de notre doctrine nucléaire et eu égard aux matériels en dotation dans les forces armées, notamment en ce qui concerne la Marine et le nombre de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et de sous-marins nucléaires d'attaque (SNA). En revanche, la souveraineté nucléaire n'est pas pour elle négociable, Ségolène Royale évitant scrupuleusement le débat glissant relatif au partage européen de la dissuasion nucléaire.

Sa position semble également tranchée et irrévocablement ferme sur le dossier nucléaire iranien. Sur ce dernier point, Ségolène Royal a quelque peu étonné en déniaut aux Iraniens la capacité de produire de l'énergie grâce au nucléaire civil, préfigurant irrémédiablement, selon elle, une production militaire. Cette position pourrait faire voler en éclat le TNP, pourtant rempart déjà très fragile contre la prolifération...

Pour autant, répète-t-elle à l'envie, il n'est nullement question de réduire l'effort de défense national, outil indispensable « *pour la protection de nos ressortissants mais aussi pour la défense des intérêts stratégiques et pour l'intervention sous l'égide de l'ONU* ». Cependant, sur le plan budgétaire, à coût constant et sans réduction, elle préconise une remise à plat de certaines dépenses, notamment en ce qui concerne la construction d'un deuxième porte-avion, appelant d'ailleurs de ses vœux un partenariat franco-britannique, rendu quelque peu aléatoire eu égard aux orientations stratégiques des dernières années, notamment quant à la situation en Irak...

Elle souhaite également démocratiser le débat sur la défense en souhaitant renforcer les pouvoirs du Parlement, et en particulier les pouvoirs de la commission de la défense, dans deux directions. La première en sollicitant que le Parlement puisse contrôler les opérations militaires à l'extérieur ; et

la seconde en souhaitant la mise en place d'une commission sur le renseignement.

Par ailleurs, pour avoir une vision plus globale du projet socialiste en matière de défense, la lecture de l'ouvrage de Louis Gautier, *Face à la guerre* (2005, Editions la Table-ronde), doublé des deux notes réalisées pour la Fondation Jaurès :

- 1<sup>ère</sup> partie : « *Notre défense et la paix : la gauche et les problèmes de la paix* (téléchargement en se rendant sur le site <http://www.defense-et-republique.org/Téléchargements>).
- 2<sup>ème</sup> partie : « *Notre défense en Europe* » (téléchargement en se rendant sur le site <http://www.defense-et-republique.org/Téléchargements>).

Ces travaux seront des précieux guides pour estimer si l'Armée nouvelle de Jaurès et de Charles Hernu sera au rendez-vous en cas d'élection de la candidate...

En synthèse, le conseiller à la Cour des Comptes, qui fut Directeur adjoint de Cabinet de Pierre Joxe, puis auprès de Lionel Jospin à Matignon chargé de la Défense et désormais Délégué national du PS aux questions stratégiques, est persuadé que l'action de force et la guerre resteront d'actualité. Il signale que deux nations en Europe maintiennent un effort de défense conséquent, la France et la Grande-Bretagne, mais que désormais, la menace militaire est aux frontières externes de l'Europe, dans son voisinage immédiat, ce qui rend inefficaces les efforts d'une seule nation européenne.

Il dénonce ainsi l'Alliance Atlantique, au moment où la France fête son quarantième anniversaire de la sortie du commandement militaire intégré en 1966 (*Ndlr* : la France y est revenue partiellement en 1995), comme un système américain visant à priver l'Europe-puissance, qu'il appelle de tous ses vœux, de tout moyen militaire efficace. Il prône donc une Europe de la Défense plus ostentatoire qu'au regard de l'échec du traité constitutionnel il veut mettre en place avant l'élaboration d'une structure politique. De même que l'économie a entraîné une construction politique à l'origine de l'Europe, la Défense, avec ceux qu'elle concerne en Europe, fera progresser l'élaboration d'une politique étrangère commune.

L'auteur, abondant dans le sens de la candidate socialiste, est par ailleurs résolument pour une arme nucléaire française dans une option de dissuasion,

mais sans exclure l'emploi aux très bas niveaux et voudrait un partage de la décision avec les Européens responsables. Il reste ainsi convaincu que le maintien d'un niveau élevé en matière de capacités militaires et d'emploi raisonné de la coercition restent un moyen efficace d'équilibre du jeu international.

Face aux défis nombreux et fortement évolutifs de la « *Révolution dans les Affaires Militaires* » (RAM) qui guident désormais la doctrine et l'emploi des forces armées, encore faut-il avoir une connaissance approfondie des moyens et parades à mettre en œuvre pour répondre ou mieux anticiper les menaces réelles et qui conditionnent désormais les relations internationales.

Les facteurs belligènes, tant symétriques externes et d'ordre internes (qu'ils soient diplomatiques et liés à la souveraineté ainsi que ceux principalement de natures institutionnelles, économiques, démocratiques et environnementales, implicites aux déséquilibres nés de la mondialisation) qu'asymétriques (en premier lieu desquels le terrorisme international, les pandémies et les proliférations, notamment nucléaires, mais aussi en ce qui concerne les armes légères) pèsent, en effet, durablement sur la sécurité et la stabilité internationale.

Face à ces *Nouveaux visages de la guerre*, comme le rappelaient les généraux Henri Paris et Christian Delanghe dans leur ouvrage collectif (éditions Pharos, 2006), il appartient aux politiques de comprendre que c'est au niveau de notre intelligence collective et en amont que nous devons - à l'avenir - résoudre systématiquement les crises et les conflits.

Pour ce faire, les outils qui sont d'ores et déjà opérants et auxquels nous avons à faire face que ce soit sur de futurs champs de batailles traditionnels ou plus révolutionnaires, des sables du Darfour, aux routes de l'information et de la communication, inscrivent la politique européenne de sécurité et de défense comme le futur grand chantier d'intégration européenne.

La candidate socialiste s'appuie ainsi sur les sondages successifs qui plébiscitent la défense européenne comme l'élément sur lequel les citoyens souhaitent converger. Du reste, l'anniversaire, cette année, du cinquantième anniversaire du Traité de Rome devrait crédibiliser ce volontarisme affiché de la candidate pour prendre « la main » sur cette thématique.

Pour répondre à cette exigence nouvelle marquée par une multiplication des actions « hors zone » de l'UE, que ce soit dans le cadre des « *Missions Petersberg* » ou dans le cadre du processus « *Berlin +* », la candidate socialiste appelle ainsi à la mise en place d'une sorte de « *Schengen de la défense* », basée sur la création d'une structure permanente de commandement de l'UE, venue renforcer et apporter une meilleure coordination avec les outils existants que sont le Comité Politique et de Sécurité (COPS), le Comité Militaire de l'UE (CMUE), l'Etat-major de l'UE (EMUE) et l'Agence Européenne de Défense (AED), traduisant ainsi un souci pour le développement de la recherche et du développement en matière d'armement à horizon des prochaines vingt-cinq années.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que, dans ce dispositif institutionnel ambitieux, un certain nombre de dispositifs contenus dans le Traité constitutionnel européen rejeté par les Français et les Néerlandais en mai et juillet 2005, sont mis en avant. C'est notamment le cas de la mise en place d'une coopération renforcée permanente, coopération structurée autour d'une Union de la défense et de la Sécurité, dopée par la création du poste de ministre des affaires étrangères.

Cet appel pour une « *Union de la défense et de la sécurité européenne* » n'est d'ailleurs pas sans rappeler ce que propose aussi un certain nombre de parlementaires européens, pas forcément issus de la même famille politique que la candidate (cf. Rapport du député européen démocrate chrétien allemand Karl Von Wogau en mai dernier) ou encore le *Manifeste pour une politique européenne de sécurité et de défense* issu des travaux de l'Assemblée parlementaire de l'UEO, daté d'octobre dernier, présidé par le sénateur de Lorraine Jean-Pierre Masseret, ancien Secrétaire d'Etat à la Défense de Lionel Jospin et également proche conseiller de Ségolène Royal, ceci expliquant également peut-être cela...

*Groupe d'étude des programmes des candidats à la présidence*

**Pour tout contact, réactions ou questions :**

**R. Annette**

[contact@defense-et-republique.org](mailto:contact@defense-et-republique.org)